



Corinne RAYNAUD
cadre de Sécurité sociale



Yacha MIGNOT
enseignant du second degré

**PARTI
OUVRIER
INDÉPENDANT
DÉMOCRATIQUE**

Marseille Comités 4/5 et 6/8
poidcomite4.5@gmail.com

NOUS SOMMES PRÉSENTÉS PAR NOTRE PARTI, LE POID, POUR LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 2017
Les capitalistes contrôlent l'État. Ils contrôlent aussi tous les gouvernements qui se succèdent quelle que soit leur couleur politique.

**Les travailleurs forment la majorité du peuple :
ils ont besoin de partis et de syndicats indépendants pour s'organiser.**

L'assistance publique de Marseille sommée de réaliser 50 millions d'euros d'économies !

Comment empêcher la mise à mort de l'hôpital public ?

Par l'unité ouvrière !

Dans chaque région s'élabore actuellement « le projet régional de santé » qui doit être adopté fin 2017. Le cadre est contraint : d'un côté la loi de financement de la Sécurité sociale, de l'autre le pacte de responsabilité qui demande 4,1 milliards de coupes budgétaires dans les hôpitaux.

Pour l'AP-HM cette nouvelle contrainte va s'ajouter aux 50 millions d'économies déjà exigés !

La Provence du 16 mars a consacré une page à la situation de l'hôpital de la Timone, on y lit l'interpellation d'un délégué syndical lors d'un rassemblement des personnels devant la direction : « *Les services manquent de tout, les malades attendent pendant des heures sur des brancards, les interventions chirurgicales sont reportées, les conditions d'hygiène gravement dégradées, les personnels attaqués dans leurs droits et leur déontologie professionnelle* ».

Un étudiant en Internat témoigne : « *Nos gardes ont une durée non pas de 12 heures comme la loi le prévoit mais de 24 heures. Tarif horaire brut de 4,33€ ! La durée légale de travail d'un interne est de 48 heures par semaine... mais la réalité est toute autre : 60 à 80 heures, voire 90 heures. Externes et internes s'épuisent en repoussant les limites du possible : les étudiants-médecins vont travailler quand ils sont exténués et/ou malades* ».

Oui, il faut rendre la parole au peuple !

C'est une Assemblée constituante souveraine qu'il nous faut, composée de délégués du peuple élus à la proportionnelle intégrale sur la base de leur programme politique, des délégués mandatés, contrôlables, révocables !

Les délégués élus du peuple ne permettraient jamais que l'hôpital public soit ainsi saccagé !

Les délégués élus du peuple refuseraient de payer une dette montée de toutes pièces !

Car c'est bien par leur emprunt auprès des marchés financiers privés tel qu'exigé par l'Union européenne que les hôpitaux sont asphyxiés !

Les délégués élus du peuple rétabliraient la Sécurité sociale de 1945, rouvriraient tous les lits, les services, les maternités, les hôpitaux qui ont été fermés par les gouvernements, ils abrogeraient la loi Touraine qui veut amplifier encore le processus de groupement/fermeture des établissements.

Maintenant tout de suite nous en appelons à tous les partis, à tous les candidats aux législatives qui se réclament du mouvement ouvrier et de la démocratie. Ensemble exigeons :

- » l'annulation de la dette de l'AP-HM et le retrait du « plan régional de santé » ;
- » la création des postes nécessaires dans tous les secteurs tels que chiffrés par les syndicats ;
- » le rétablissement de tous les services dans chacun des hôpitaux de la ville, à commencer par le service des urgences avec toutes les spécialités.

Que propose le Parti ouvrier indépendant démocratique ?

» **Au gouvernement Macron, gouvernement capitaliste** qui veut liquider la Sécurité sociale, le Code du travail et la retraite par répartition, nous opposons le combat pour un gouvernement ouvrier, qui, rompant avec la V^e République et l'Union européenne :

- bloquera les licenciements ;
- rétablira la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière ;
- renationalisera les entreprises publiques privatisées ;
- rouvrira les services d'hôpitaux, les bureaux de poste et tous les services publics fermés ;
- permettra à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire ;
- abrogera les contre-réformes El Khomri, Touraine, NOTRe, etc.

» **À la V^e République**, régime antidémocratique avec son état d'urgence, son 49-3, ses ordonnances, **nous opposons la nécessité de convoquer l'Assemblée constituante souveraine** de députés élus à la proportionnelle intégrale sur leur programme politique, mandatés et révocables. Cette Assemblée constituante souveraine établira une authentique République démocratique.

» **À l'Union européenne**, machine à tout détruire au service des banquiers et des spéculateurs, **nous opposons la nécessité d'abroger les traités**, de jeter les bases d'une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, se débarrassant du fardeau de la dette imposée par la classe capitaliste (qui n'est pas celle des peuples), des directives et des traités.

» **À la volonté du gouvernement Macron** d'intégrer les organisations syndicales à ses plans destructeurs, **nous opposons la défense de l'indépendance** des organisations syndicales.

» **À la politique de guerre**, d'ingérence et d'interventions militaires – dans le cadre des « coalitions » dirigées par Trump, ou de l'ONU ou de l'OTAN – **nous opposons la nécessité du retrait immédiat des troupes françaises** de tous les pays où elles interviennent et l'affectation du budget de la guerre aux services publics (c'est pourquoi nous sommes partie prenante, avec des organisations ouvrières de 47 pays, du *Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière-COI*).

» **À la coalition des exploiters**, des patrons et des gouvernants à leur service, **nous opposons l'urgence de forger le front commun des travailleurs et de leurs organisations** sur la base des revendications ouvrières, unis dans la mobilisation de classe pour faire reculer le gouvernement.

» **À tous les discours sur « le bien commun » et « l'intérêt général »**, nous opposons la **lutte de classe**, car la lutte de classe, c'est la démocratie, le droit imprescriptible pour les exploités, les opprimés de s'organiser par eux-mêmes, avec leurs propres organisations sur leur propre terrain, pour défendre leurs droits et leurs garanties.

» **À tous ceux qui vous disent : il n'y a plus besoin de partis ni de syndicats**, il suffit qu'il y ait des « mouvements » représentant toute la société, **nous opposons la nécessité pour les travailleurs de disposer d'outils pour se défendre**, d'organisations de classe.

Voilà pourquoi, pour le gouvernement ouvrier, pour la démocratie, pour la République, pour le socialisme, nous sommes engagés dans la construction d'un parti ouvrier.

Rejoignez-nous !

